

MARCHE A PRIX GLOBAL NON REVISABLE

Cahier des Clauses Administratives Particulières
(Edition Février 1985)

MAITRE D'OUVRAGE : **ADSEA du Cantal**
2, rue de la Fromental
15000 Aurillac

OPERATION : **Construction d'un pôle scolaire, éducatif et thérapeutique**
1, rue de Limagne
15000 AURILLAC

LOT N° –

ARTICLE PREMIER - PARTIES CONTRACTANTES

Entre les soussignés : **ADSEA du Cantal**

demeurant : 2, rue de la Fromental 15000 AURILLAC

ci-après désignés par « LE MAITRE DE L'OUVRAGE » d'une part,

Et l'Entreprise :

Siège social :

immatriculé au S.I.R.E.T. sous le n°

représentée par
signataire du marché,

ci-après désigné par « L'ENTREPRENEUR » d'autre part.

ARTICLE II – DIRECTION DES TRAVAUX

Le Maître de l'ouvrage désigne la SARL ESTIVAL ARCHITECTURE, qui sera chargée de :

. la direction générale des travaux
.~~la mission complémentaire d'ordonnancement, de planification et de pilotage~~ (1)

(1) *Mission complémentaire facultative – A rayer éventuellement.*

ARTICLE III - OBJET DU MARCHE

L'entrepreneur s'engage à exécuter tous les travaux de :

constituant le lot n° et relatifs à la Construction d'un pôle scolaire, éducatif et thérapeutique à Aurillac, pour le compte de l'ADSEA du Cantal.

ARTICLE IV - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Documents contractuels par ordre de priorité :

A – Documents particuliers à signer des deux parties :

- 1°) Le présent marché appelé Cahier des Clauses Administratives Particulières
- 2°) Le devis descriptif détaillé des travaux à exécuter en date d'OCTOBRE 2022
- 3°) Les plans du projet de conception établis par le maître d'œuvre
- 4°) Le planning général complété éventuellement par le calendrier d'exécution.

B – Documents d'ordre général

- 5°) Le Cahier des Clauses Administratives Générales (NFP 03 001 édition du 5 décembre 2000)
- 6°) L'ensemble des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) et leurs annexes contenus dans le R.E.E.F.

DOCUMENTS ANNEXES NON CONTRACTUELS

- 1°) Le permis de construire
- 2°) La décomposition du prix global présentée sous forme d'un devis quantitatif et estimatif des travaux, fournie par l'entrepreneur
- 3°) Le bordereau de prix des matériaux approvisionnés, fourni par l'entrepreneur
- 4°) Autres documents annexés au marché à savoir :

ARTICLE V – MONTANT DES TRAVAUX – COMPOSITION DU PRIX

Les travaux ci-dessus désignés seront exécutés pour le prix global de :

. Montant HT	€
. TVA à 20 %	_____ €
. Montant TTC	€

().

Ce prix comprend tous les travaux nécessaires à un complet achèvement des ouvrages.

Cependant, les travaux de fondations spéciales ou les reprises en sous œuvre qui échapperaient au caractère forfaitaire du présent marché seront réglés aux prix unitaires du devis estimatif visé au 1^{er} alinéa de l'article IV, documents annexés non contractuels éventuellement révisés.

L'entrepreneur présentera avant la fin du mois de la signature du marché au Maître d'Ouvrage, une 1^{ère} situation concernant les honoraires du ou des bureaux d'Etudes Techniques et des métreurs. A réception du règlement, il effectuera immédiatement le paiement correspondant au ou aux B.E.T. et aux métreurs. Il fournira, si le Maître d'Ouvrage le lui demande un quitus du ou des bureaux d'Etudes Techniques et des métreurs.

ARTICLE VI – DELAIS D'EXECUTION

Le délai d'exécution de l'opération est fixé à **18,5 mois** (compris préparations et congés) pour l'ensemble des travaux de tous les corps d'état.

En cas de changement apporté au projet du Maître d'Oeuvre après accord écrit du Maître d'Ouvrage, de modifications des ouvrages découlant de la nature du sol ou de retard pour une cause quelconque non imputable à l'entrepreneur, un nouveau délai d'exécution sera déterminé d'un commun accord des parties contractantes.

ARTICLE VII – PENALITES DE RETARD

En cas de retard dans l'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité par jour calendaire de retard de 1/500 du montant du présent marché HT.

Les pénalités encourues ne seront pas appliquées, si le délai tous corps d'état est respecté.

ARTICLE VIII – AJOURNEMENT DES TRAVAUX

L'ajournement des travaux peut être décidé par le Maître d'Ouvrage. Il est alors procédé à la constatation des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés. L'entrepreneur qui conserve la garde du chantier, a droit à être indemnisé des frais que lui impose cette garde et du préjudice qu'il aura éventuellement subi du fait de cet ajournement.

ARTICLE IX – RECEPTION DES TRAVAUX – PERIODE DE GARANTIE

Par dérogation à l'article 14.2.2. du C.C.G., la réception unique interviendra à l'achèvement des travaux par tous les corps d'état.

La date de la visite de réception sera fixée par le Maître de l'ouvrage sur avis du Maître d'œuvre dans un délai limite de quinze jours à dater de l'achèvement des travaux de tous les corps d'état.

La date de réception fait courir le délai de garantie contractuel qui est fixé à un an durant lequel l'entrepreneur reste soumis aux obligations et aux charges définies par le chapitre 15 du C.C.A.G.

ARTICLE X – MODIFICATIONS DU PROJET

(Travaux supplémentaires, travaux en moins, changement dans la nature des travaux).

Toutes les modifications au projet en cours de travaux feront l'objet d'un accord signé par le Maître de l'ouvrage et l'entrepreneur avant exécution.

ARTICLE XI – CONSTATATION DES DROITS DE PAIEMENT

. Etats de situations

Les états de situations seront remis en **2 exemplaires** par l'entrepreneur à l'architecte pour vérification en vue du paiement d'un acompte.

Ces **situations, datées entre le 25 et le 30 du mois, devront parvenir à l'architecte entre le 25 et le 30 du mois** pendant lequel ont été exécutés les travaux figurant sur la situation.

Ces situations seront cumulatives et comprendront au dernier jour du mois :

- le montant détaillé des travaux exécutés depuis le début du chantier évalués aux conditions économiques initiales du marché ;
- les approvisionnements d'éléments ou de matériaux qui seront pris à 80 % de leur valeur. L'entreprise fournira pour ces approvisionnements une attestation de propriété et une attestation d'assurance pour couvrir le vol et l'incendie et les dégradations. En cas de faillite, de liquidation de biens ou de règlement judiciaire, comme en cas de résiliation du marché avant parfaite exécution, le Maître de l'ouvrage aura le choix de conserver définitivement les approvisionnements ci-dessus à charge pour lui d'en régler le solde ou bien de mettre l'entreprise en demeure de les retirer. L'entreprise pourra elle-même sommer le Maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec avis de réception, d'exercer son choix dans un délai de huit jours.
- le montant détaillé des travaux supplémentaires.

Les états de situation seront vérifiés par le Maître d'œuvre et transmis au Maître d'Ouvrage dans un délai de 15 jours.

. Mémoire définitif : se reporter aux articles 16-5 et 16-6 du C.C.A.G.

ARTICLE XII – PAIEMENTS

- **Acomptes.** Les acomptes seront délivrés au rythme maximum d'un par mois sur présentation de situations établies dans les conditions de l'article XI amputées éventuellement de la retenue de garantie visée par l'article XIV ci-après.

Le paiement de l'acompte interviendra avant la fin du mois qui suit celui pendant lequel les travaux ont été exécutés.

- **Soldes.** Le paiement du solde amputé de la retenue de garantie interviendra dans un délai maximum de 90 jours après la réception du mémoire définitif par le Maître d'Ouvre.

ARTICLE XIII – INTERETS MORATOIRES

A défaut de paiement dans les délais indiqués, des intérêts moratoires seront dus par le Maître d'Ouvrage, de plein droit, sur mise en demeure préalable, à un taux qui sera le taux des obligations cautionnées, majoré de 2,5 points.

ARTICLE XIV – RETENUE DE GARANTIE

La retenue de garantie est fixée à 3 % du montant du marché. Elle sera appliquée conformément à l'article 9 du Cahier des Clauses Particulières en date du 6 mars 2000.

ARTICLE XV – VARIATIONS DANS LES PRIX (SANS OBJET)

Quelle que soit la durée d'exécution, si les conditions économiques viennent à varier, les prix du marché seront révisés dans les conditions définies ci-après :

. Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant celui de remise des offres, soit :
Ce mois est appelé « mois zéro ».

. Choix de l'index de référence :

Les index ou indices de référence I, I', I'' choisis en raison de leur structure pour la révision des prix sont les suivants :

BT	a =	indice	a =
BT	b =	ou indice	b =
BT	c =	indice	c =
	<hr/>		<hr/>
	100		100

. Modalités de révision des prix :

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul de l'acompte du mois est donné par la formule :

$$C_n = \frac{a I_n}{a I_0} + \frac{b I'_n}{b I'_0} + \frac{c I''_n}{c I''_0} + \dots$$

dans laquelle I₀, I'₀, I''₀ d'une part et I_n, I'_n, I''_n d'autre part sont les valeurs prises par les index de référence I, I', I'' respectivement au mois zéro et au mois n.

ARTICLE XVI – RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur demeure entièrement et seul responsable de toutes les malfaçons, des erreurs ou insuffisance d'exécutions, de l'insuffisance de qualité des matériaux mis en œuvre ainsi que des retards occasionnés par l'insuffisance des approvisionnements.

L'entrepreneur supportera sans indemnité toutes les pertes, avaries ou dommages quelles qu'en soient les causes même en cas de force majeure (article 1788 du Code Civil)

L'entrepreneur est responsable de tous accidents et dommages causés à toute personne par suite d'une faute dans l'exécution de ses travaux ou du fait de ses agents ou ouvriers dans le cadre du présent marché.

L'entrepreneur garantit éventuellement le Maître d'Ouvrage contre tout recours qui pourrait être exercé contre lui du fait de l'inobservation de l'une quelconque de ses obligations.

ARTICLE XVII – ASSURANCE PERSONNELLE DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur déclare qu'il est couvert contre les risques suivants (attestation à fournir par lui sur simple demande du Maître d'Ouvrage) :

1°) Responsabilité civile (y compris incendie et dégâts des eaux) à l'égard de tous les tiers y compris des autres entrepreneurs intervenant sur le chantier

2°) Responsabilité de bon fonctionnement ou décennale concernant les ouvrages qu'il exécute au titre du présent marché.

ARTICLE XVIII – ASSURANCE DU MAITRE D'OUVRAGE

En application de l'article L 242-1 nouveau code des Assurances, le Maître d'ouvrage doit souscrire, avant l'ouverture du chantier une assurance de dommages dont il assume seul et directement les formalités.

ARTICLE XIX – COMPTE PRORATA

Le compte PRORATA sera réglé selon les modalités du texte publié par l'OFFICE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DU PUY DE DOME :

« Etablissement et répartition du compte prorata ».

ARTICLE XX – RESILIATION

Cette résiliation pourra être appliquée chaque fois que l'une des raisons données au chapitre 19 du CCAG. pourra être opposée à l'une des parties.

En outre, si le retard dans le commencement des travaux est supérieur à deux mois ou si par suite d'un ajournement ou de plusieurs ajournements successifs (cf. Art. VIII), les travaux ont été interrompus pendant plus d'une année, l'entrepreneur a le droit d'obtenir la résiliation de son marché aux torts exclusifs du Maître de l'Ouvrage.

ARTICLE XXI – CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX

L'entrepreneur est tenu de s'entendre avec les entrepreneurs des autres corps d'état de manière à assurer la parfaite coordination des travaux afin d'éviter toute fausse manœuvre, tout retard ou tout dommage.

Il sera directement responsable des conséquences qui pourraient résulter de tout manquement à cette règle.

Conditions générales d'exécution des travaux –

L'entreprise titulaire du présent marché est réputée :

- Avoir pris connaissance de tous les documents nécessaires à la réalisation des travaux. Ces documents établis par le Maître d'œuvre sont répertoriés à l'article IV.

- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.

- Avoir procédé à une visite du terrain et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions et sujétions relatives au lieu où devront s'effectuer les travaux, aux accès, et aux abords tant au point de vue de l'amenée à pied d'œuvre des matériaux que pour l'alimentation du chantier en énergie électrique, eau, installation de chantier, stockage des matériaux etc.

- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier concernant les travaux de son lot, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes et s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels près du Maître d'œuvre.

Rendez-vous de chantier –

L'entrepreneur sera tenu de se trouver personnellement ou de se faire représenter par une personne dûment accréditée sur le chantier, aux jour et heure fixés pour assister à la visite des travaux à la demande du Maître d'œuvre.

En cas de changement d'heure ou de date, l'entrepreneur en sera averti par écrit.

ARTICLE XXII – CONTESTATIONS

Tous les différends qui pourraient survenir entre les parties à l'occasion du présent contrat seront soumis à un tribunal arbitral composé de trois arbitres désignés par l'Office du Bâtiment et des Travaux Publics du Puy de Dôme.

L'Office aura la charge d'organiser l'arbitrage conformément aux dispositions du nouveau code de procédure civile et au règlement d'arbitrage arrêté par l'Office Général du Bâtiment et des Travaux Publics. Il aura en particulier la mission de statuer comme amiable compositeur. La saisine de l'Office par l'une quelconque des parties devra obligatoirement intervenir avant l'expiration du délai de garantie.

ARTICLE XXIII – CLAUSES PARTICULIERES

- NEANT -

Fait à AURILLAC, en 3 exemplaires, le

LE MAITRE DE L'OUVRAGE (1)

L'ENTREPRENEUR (1)

*(1) - Faire précéder la signature de la mention manuscrite « lu et approuvé »
Faire également signer les feuilles éventuellement annexées au présent marché.*

Marché type rédigé par l'Office du Bâtiment et des Travaux Publics du Puy de Dôme, 21 Avenue Marx Dormoy, CLERMONT FERRAND, composé lors des débats :

- du Syndicat des Architectes du Puy de Dôme (UNSFA) (membre titulaire)
- de l'Union des Chambres Syndicales des Entrepreneurs du Bâtiment et des Travaux Publics du Puy de Dôme (membre titulaire)
- de l'Union Régionale Auvergne des Techniciens de l'Economie de la Construction (membre correspondant)
- de l'Union Régionale Auvergne des Ingénieurs – Conseils de France (membre correspondant).